

Burundi : une grâce présidentielle pour désengorger les prisons

Deutsche Welle, 16.03.2018 Environ 800 prisonniers ont été libérés aujourd'hui par grâce présidentielle. Plus de 400 étaient accusés d'atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat. Beaucoup d'autres sont aussi des criminels de droit commun. Plus de 2.900 prisonniers ont jusqu'ici bénéficié de la grâce du président dont 800 environ pour la seule prison centrale de Bujumbura. [Photo : un groupe de prisonniers graciés quitte la prison de Mpimba vendredi à Bujumbura.]

Gracié, Augustin Niyubahwe était accusé d'avoir manifesté contre le troisième mandat du président Nkurunziza. Il vient purger une peine de plus de trois ans d'emprisonnement. "Je suis un prisonnier politique", explique-t-il. "J'étais accusé de manifester contre le troisième mandat du président Pierre Nkuruziza à Nyakabiga. Je salue ma libération. Nous n'allons pas troubler la sécurité. Même en 2015 nous n'avons fait que manifester puis on a été arrêté. Nous promettons d'avoir un bon comportement", affirme-t-il. Des associations pour la réinsertion La majorité des prisonniers libérés rencontrent de grandes difficultés de réinsertion sociale. La plupart ont besoin d'un accompagnement qui est délivré par des associations. Jean Marie Nshimirimana est président de l'Association pour la solidarité des prisonniers et leurs familles. "Très prochainement, début avril, nous allons aller à leur rencontre dans toutes les provinces", dit-il. "Si leurs propriétés ont été spoliées, nous leur donnerons des avocats qui sont chargés de plaider pour les personnes graciées. Le gouvernement ne craint pas l'insécurité. Le gouvernement qui a prévu un programme de réinsertion sociale pour les prisonniers graciés, affirme ne pas redouter l'insécurité que pourrait engendrer la libération de centaines de prisonniers. "Ils ont appris des métiers comme la menuiserie, la couture, la cuisine et bien d'autres encore", explique le ministre de la Justice Aimé Laurentine Kanyana. "Il y a eu des formations patriotiques qui ont été dispensées par le ministère de l'Intérieur. Nous sommes convaincus qu'ils ne peuvent plus commettre de tels actes. Le pays maintenant est bien sécurisé, le dispositif est en place pour assurer la sécurité. Ils doivent respecter la loi et l'autorité", prévient. Le but de cette grâce présidentielle est avant tout de soulager le budget de l'Etat en vidant les prisons. Ainsi, 3.000 prisonniers sont incarcérés dans la maison d'arrêt centrale de Bujumbura, pour une capacité d'accueil de seulement 800 personnes.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});